Print

D'où vient réellement l'argent derrière le «Nouvel Agenda Vert»?

Par <u>F. William Engdahl</u> Mondialisation.ca, 04 février 2020

Url de l'article:

https://www.mondialisation.ca/dou-vient-reellement-largent-derriere-le-nouvel-agenda-vert/5641295



En à peine plus d'un an, tout le monde semble avoir sauté dans le train en marche du « Nouvel Agenda Vert », consistant à prendre des mesures radicales pour « arrêter » le changement climatique. À présent, la citadelle de la mondialisation économique corpocratique[1], le Forum Économique Mondial (FEM) de Davos en Suisse, en a fait son thème principal cette année : « les actionnaires [unis] pour un monde soutenable et cohésif [Stakeholders for a Cohesive and Sustainable World] », avec un accent majeur mis sur des thèmes et slogans comme « comment sauver la planète [How to Save the Planet] ». Bien sûr, parmi les orateurs invités on a pu trouver la jeune activiste suédoise Greta Thunberg. Ce qui est compris par bien peu d'observateurs, c'est

la précision d'orfèvre avec laquelle tout ceci est orchestré afin de préparer une réorientation massive des flux mondiaux de capitaux, à l'occasion de laquelle une poignée de géants financiers se repositionne sous nos yeux pour en bénéficier à plein.

De Greta à « Bonnie » Prince Charles[2], les thèmes du Davos 2020 ont été dominés pour la première fois par l'Agenda du changement climatique. Ce qui transpire du sommet réunissant 3000 délégués des grandes firmes privées mondiales, c'est qu'une campagne mondiale majeure est orchestrée, et qu'elle inclut les plus grands patrons des fonds d'investissement de capitaux et les plus grands banquiers centraux du monde.

Les Administrateurs au-dessus de tout soupçon de Davos

Il ne relève pas du hasard que Davos, forum promoteur de la mondialisation, soit si **fermement positionné derrière l'Agenda du changement climatique**. Le FEM de Davos dispose en effet d'un Conseil d'administrateur associés. Or, parmi eux se trouve le soutien précoce de Greta Thunberg, le multimillionnaire du climat Al Gore, président du Projet Réalité Climatique [Climate Reality Project].

Ce Conseil inclut également l'ex-patronne du FMI Christine Lagarde, aujourd'hui à la tête de la Banque Centrale Européenne et dont les premiers mots dans cette fonction ont été que les banques centrales doivent à présent faire du changement climatique une priorité. Un autre administrateur de Davos est l'ancien patron de la Banque d'Angleterre Mark Carney, qui vient d'être nommé conseiller au changement climatique de Boris Johnson, et qui avertit que les fonds de pension qui ignorent le changement climatique risquent à présent la banqueroute (sic). Le Conseil inclut encore le fondateur influent de Carlyle Group, David M. Rubenstein. Également Feike Sybesma, du géant néerlando-britannique de l'agrobusiness Unilever, qui préside également le Forum de Direction de Haut Niveau sur la Compétitivité et la Tarification du Carbone (FCTC) de la Banque Mondiale[3]. Et le personnage qui est certainement le plus intéressant en termes de promotion du « Nouvel Agenda Vert » se trouve être Larry Fink, PDG fondateur du groupe d'investissements BlackRock[4].

Larry Fink, PDG et fondateur de BlackRock, annonce le changement à venir.

BlackRock n'est pas un fonds d'investissement ordinaire. Basé à New York, c'est le plus grand gestionnaire d'actifs du monde avec quelques 7000 milliards de dollars (oui, 7 billions en français!), investis dans plus de 100 pays. C'est plus que le PIB combiné de l'Allemagne de la France. Il domine le marché des actions de toutes les bourses du monde, et i se renforce systématiquement au capital des principales compagnies pétrolières et charbonnières du monde. L'aspirant politicien allemand de la CDU Frederick Merz a d'ailleurs été président de BlackRock en Allemagne depuis 2016.

Le 14 janvier 2020, quelques jours à peine avant le forum de Davos mettant à l'honneur le changement climatique, Fink a publié une lettre annuelle d'un ton inhabituel à l'adresse des PDG privés. Le fondateur et PDG de BlackRock a sauté dans le train de l'investissement climatique pour ne pas manquer le gros lot.

Dans cette lettre, lue avec attention et qui guide de nombreux investisseurs cherchant à placer les milliards de Blackrock, il écrit : « *le changement climatique est devenu un facteur déterminant dans les prospectifs à long terme des entreprises* ». Au sujet des manifestations climatiques récentes, Fink déclare : « *la tension change rapidement, et je crois que nous sommes au bord d'une recomposition fondamentale de la finance.* La preuve d'un risque climatique force les investisseurs à réexaminer les paradigmes au cœur de la finance moderne[5] ».

Déclarant que « le risque climatique est un risque d'investissement », Fink invoque alors une question impossible à résoudre : à quel point le risque climatique va impacter les économies de la planète. Et nous apprenons qu'il a la réponse ! Faisant référence à ce qu'il appelle « un réexamen profond du risque et des valeurs des actifs », Fink nous révèle que « parce que les marchés de capitaux vont pousser en avant les risques futurs, nous allons voir des changements dans l'allocation des capitaux plus rapidement que nous n'allons voir changer le climat lui-même. Dans le futur proche (et plus proches que certains n'anticipent), il y aura une réallocation incitative du capital ». Et nous apprenons surtout qu'une poignée des plus grands groupes d'argentiers mondiaux vont en fait diriger cette réallocation du capital... Ceci déjà, appelle réflexion. Mais y'a-t-il un autre agenda derrière tout cela ?

Comment Fink et ses amis vont-il réorienter leurs flux d'investissements, investissements au passage, qui proviennent de l'argent des peuples, les économies de millions d'entre nous ? BlackRock a l'intention d'exiger des entreprises dans lesquels il investit ses 7000 milliards de \$, de prouver leur mise en accord avec les exigences vertes, en « faisant de la soutenabilité [écologique] une partie intégrante de la construction de portefeuille d'actions et de la gestion des risques ; en se défaussant d'investissements qui présentent un haut risque en termes de soutenabilité [écologique], comme les producteurs de charbon thermique ; en lançant de nouveaux produits d'investissement qui examinent de plus près les énergies fossiles ; et en renforçant notre engagement vers la soutenabilité [écologique] et la transparence dans nos activités de gestion d'investissements[6] ». Traduction : si vous ne suivez pas les exigences du GIEC de l'ONU et des groupes affiliés incluant McKinsey & Cie, vous allez perdre beaucoup d'argent...

GDFC et CNCS : regardons de plus près la composition...

Au titre de cette **prétention à la vertu sur le nouvel investissement vert**, Fink déclare que BlackRock fut un membre fondateur du Groupe de travail sur la « Divulgation Financière relative au Climat » (GDFC)[7]. Lequel se revendique œuvrant pour « *l'évaluation et*

1 sur 3 09/02/2020 10:49

le suivi des risques relatifs au climat, et pour les problèmes de gouvernance afférents dans la gestion de ces risques, le GDFC fournit un cadre valable ».

Pour rappel[8], le GDFC fut créé en 2015 par la Banque des Règlements Internationaux (BRI), alors dirigée par l'actuel administrateur de Davos anciennement patron de la Banque d'Angleterre Mark Carney. En 2016, le GDFC de conserve avec la <u>City de Londres</u> (en tant que Corporation) et le Gouvernement britannique, lança l'**Initiative Finance Verte** (IFV [*Green Finance Initiative*]), visant à **canaliser des milliers de milliards de dollars vers des investissements « verts ».** Les banquiers centraux du CSF ont alors nominé 31 personnes issus du GDFC[9]. Présidé par le milliardaire Michael Bloomberg, de l'Agence de Presse éponyme, ce groupe incluait des personnages clés en plus e ceux de *Blackroc*k, issus de la *JP Morgan Chase*, de la banque *Barclays*, *HSBC*; *Swiss Re*, la seconde plus grande compagnie de réassurance mondiale ; la banque chinoise *ICBC*, l'aciériste indien *Tata Steel*, la compagnie pétrolière italienne *ENI*, *Dow Chemical*, le géant minier *BHP Billington* et David Blood de *Generation Investment LLC*. Remarquons le **rôle crucial ici des banquiers centraux**...

Et pour rassurer davantage BlackRock et ses amis dans le monde, que les milliers de milliards de dollars s'orienteront vers les bons investissements et les bonne entreprises, Fink déclare que « BlackRock croit que le Conseil des Normes Comptables en matière de Soutenabilité [écologique] (CNCS)[10] fournit un assortiment clair de normes pour rendre compte des informations relatives à la soutenabilité, parmi une large gamme de problèmes potentiellement rencontrés... ». Ceci pourrait sembler rassurant, jusqu'à ce que nous examinions de plus près les membres de ce CNCS qui vont être chargé de délivrer l'Imprimatur « Bon pour le climat [Climate Friendly] ». Les membres incluent en effet, en plus de ceux de BlackRock : le fonds Vanguard, Fidelity Investments, Goldman Sachs, State Street Global, Carlyle Group, Rockefeller Capital Management, et de nombreuses autres banques majeures comme Bank of America-Merril Lynch et UBS.

Qu'est donc en train de mettre en place ce groupe-cadre ? D'après leur site Internet (appelant aux dons de la part de bonnes âmes émues par tant de mobilisation des grands argentiers pour le climat) : « depuis 2011, nous avons travaillé vers un but ambitieux de développement et de maintien de la soutenabilité dans les normes comptables pour 77 industries[11] ». Donc, pour résumer : ce sont les mêmes groupes financiers qui pilotent aujourd'hui les flux de capitaux mondiaux vers les projets miniers, charbonniers et pétroliers depuis des décennies, qui vont à présent devenir les arbitres décidant de quelles entreprises seront « qualifiées pour la bénédiction par l'argent » (ou pas), pour bénéficier des futurs investissements en « obligations vertes [green bond] »...

Aiouter encore quelques banquiers centraux...

Dans les mois récents, les banquiers centraux principaux du monde ont chacun déclaré, de façon surprenante, que le **changement climatique devenait soudain une partie des « responsabilités essentielles » des banques centrales**, oubliant soudain d'autres problèmes comme l'inflation et la stabilité des devises. Personne ne s'est pourtant soucié d'expliquer comment cela devrait fonctionner, ce qui n'en est pas moins déconcertant.

En novembre 2019, la Réserve Fédérale a tenu une conférence, intitulée « l'économie du changement climatique[Economics of Climate Change] ». Lael Brainard, présidente de la Commission sur la Stabilité Financière de la FED, a déclaré que le changement climatique a une importance pour la politique monétaire et la stabilité financière. Et dans ses récents commentaires, le patron de la Banque Centrale du Japon, Haruhiko Kuroda, a pareillement déclaré à un journal japonais que « le risque relatif au climat diffère des autres risques, en ce que son impact à relativement long terme que les effets vont durer plus longtemps que d'autres risques financiers, et que cet impact est bien moins prévisible ». « Il est dès lors nécessaire d'investiguer et d'analyser minutieusement l'impact du risque relatif au climat ». Et dans ses premiers commentaires en tant que nouvelle patronne de la Banque Centrale Européenne, l'ancienne directrice du FMI Christine Lagarde a elle aussi déclaré qu'elle voulait un rôle clé pour le changement climatique dans la revue [à venir] des politiques de la BCE, s'attirant les critiques de Jens Weidmann, un autre membre allemand de la BCE[12].

Mais le banquier central le plus notoire et actif concernant le changement climatique, est sans doute l'ancien patron de la Banque d'Angleterre Mike Carney, par ailleurs Administrateur du FEM de Davos aux côtés de Larry Fink. Carney, qui va donc œuvrer à présent en tant que conseiller au réchauffement climatique de Boris Johnson, a déclaré récemment à la BBC, citant un analyste de fonds de pension demeuré anonyme : « si vous additionnez les politiques de toutes les entreprises ici-bas aujourd'hui, elles correspondent à un réchauffement de 3,7/3,8°C ». Il poursuit en affirmant que les scientifiques déclarent que les risques associés avec une augmentation de 4°C incluent « une augmentation de 9 m du niveau des océans, affectant jusqu'à 760 millions de personnes, provoquant des vagues de chaleur et de sécheresse, et de sérieux problèmes d'approvisionnement en nourriture[13] ». Vu comme ça en effet, ça fait peur.

Comme nous l'avons remarqué plus haut, déjà en 2015, le membre du Conseil de Davos, Carney, en tant que président du Conseil de Stabilité Financière (CSF) de la Banque des Règlements Internationaux (BRI), avait créé le Groupe de travail sur la « Divulgation Financière relative au Climat » (GDFC), afin de conseiller « les investisseurs, prêteurs et les assurances concernant les risques relatifs au climat 14] ».

Ce qui devient de plus en plus clair, derrière la poussée mondiale actuelle demandant des actions spectaculaires pour remédier au changement climatique, c'est qu'il s'agit davantage de justifier une réorganisation majeure de l'économie mondiale, vers des modes de production d'énergie bien moins efficaces, ce qui impliquera un rabaissement drastique des modes et conforts de vie au niveau mondial. En 2010 déjà, le président d'un groupe de travail du panel intergouvernemental des Nations unies sur le changement climatique[15], le Dr Otmar Edenhofer, avait averti un intervieweur : « Il doit être dit clairement que nous redistribuons de fait la richesse du monde par la politique climatique. Il faut se libérer de l'illusion considérant la politique climatique internationale comme une politique environnementale. Elle n'a pratiquement plus rien à voir avec la politique environnementale...[16]».

Et quelle meilleure façon de « *redistribuer la richesse par la politique climatique »* pourrait-on trouver, si ce n'est de commencer par poser comme arbitre le plus grand contrôleur d'argent du monde comme BlackRock ?

F. William Engdahl

Article original en anglais :



Follow the "Real Money" Behind the "New Green Agenda"

Texte traduit par Jean-Maxime Corneille, version française publiée initialement par Réseau international.

NDT : Rappr : « Le plus puissant gestionnaire d'actifs au monde, BlackRock a perdu 90 milliards de dollars en misant sur

2 sur 3 09/02/2020 10:49

les énergies fossiles » (boursorama/Novethic, 02/08/2019). Se pourrait-il que la finance mondialiste de la City, rejointe par Wall Street, soit déjà en train de dicter sa loi aux entreprises américaines ?

https://www.boursorama.com/bourse/actualites/le-plus-puissant-gestionnaire-d-actifs-au-monde-blackrock-a-perdu-90-milliards-de-dollars-en-misant-sur-les-energies-fossiles-893646d757e209921e457262e62472f7

Notes:

- [1] NDT : Corpocratie (néologisme) : gouvernement dans lequel les grands groupes et les grands cartels bancaires dictent leur loi au-dessus des États.
- [2] Bonnie Prince Charles, référence à Charles Édouard Stuart (1720-1788).
- [3] High Level Leadership Forum on Competitiveness and Carbon Pricing. NDT: l'auteur parle du Groupe « Banque Mondiale », organisation faîtière en effet constituée de 5 organisations financières internationales au total : la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD); l'Association internationale de développement (IDA); la Société financière internationale (IFC); l'Agence multilatérale de garantie des investissements (MIGA); le Centre international pour le règlement des différends relatifs aux investissements (CIRDI).
- [4] « Leadership and Governance », site officiel du FEM de Davos présentant son Conseil.
- [5] « A Fundamental Reshaping of Finance », Larry Fink, Site official de BlackRock, Janvier 2020.
- [6] Ibid.
- [7] Task Force on Climate-related Financial Disclosure (TCFD).
- [8] Voir l'article précédent de F. William Engdahl : « Les grandes manœuvres derrière Greta et le « Changement climatique » : suivez l'argent... » (25 Septembre 2019).
- [9] Liste sur le site officiel du GDFC : https://www.fsb-tcfd.org/about/
- [10] Sustainability Accounting Standards Board (SASB)
- [11] « Donate Your support helps us move the market » https://www.sasb.org/donate/
- [12] « Central Bankers' Core Mission Now Includes Climate Change » (Zerohedge, 1-1-2020) https://www.zerohedge.com/political/central-bankers-core-mission-now-includes-climate-change
- [13] « Central Bankers' Core Mission Now Includes Climate Change » (Zerohedge, 1-1-2020), précité.
- [14] NDT : Voir l'article précédent de F. William Engdahl : « Les grandes manœuvres derrière Greta et le « Changement climatique » : suivez l'argent... » (25 Septembre 2019). Précité.
- [15] UN Intergovernmental Panel on Climate Change
- [16] « IPCC Official: "Climate Policy Is Redistributing The World's Wealth" » (Neue Zürcher Zeitung, 14 Novembre 2010; WUWT, 18-11-2010)
- **F. William Engdahl** est consultant en risques stratégiques et conférencier, diplômé en politique de l'Université de Princeton et auteur de best-sellers sur le pétrole et la géopolitique. Son dernier livre, « Le charme discret du djihad », est publié aux <u>éditions</u> <u>demi-lune</u> (voir la <u>note de lecture</u> du Saker Francophone). Article initial exclusif pour le magazine en ligne <u>New Eastern Outlook</u>.

Avis de non-responsabilité: Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Copyright © F. William Engdahl, Mondialisation.ca, 2020

3 sur 3 09/02/2020 10:49